

Mitteilungen = Communications

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Plan : Zeitschrift für Planen, Energie, Kommunalwesen und Umwelttechnik = revue suisse d'urbanisme**

Band (Jahr): **14 (1957)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Association suisse pour le plan d'aménagement national

Rapport d'activité (1^{er} janvier 1955 au 31 décembre 1956)

Une fois encore, deux années riches de travail sont écoulées. La tâche du « planiste » n'a pas été facilitée. L'augmentation rapide du trafic routier, par exemple, met le « planiste » en face de problèmes de plus en plus considérables. Si nous avons réussi, durant ces deux ans, à faire figurer nos postulats au premier plan des travaux préliminaires pour l'aménagement du réseau routier principal suisse, cela est dû non seulement aux efforts énergiques de nos membres et à l'excellente collaboration avec les autorités fédérales, mais également au fait que la compréhension pour la synthèse et la vue d'ensemble augmentent aussi bien auprès des hommes politiques, conscients de leur responsabilité, que de tout le peuple.

La mise à contribution, constante et intense, de notre territoire pour de nouvelles constructions nous engage également à rendre les autorités responsables attentives à la nécessité d'un aménagement à large vue, lié à des études et des travaux préalables. Dans notre pays organisé librement, cela ne représente pas une tâche facile. *L'aménagement pour l'ensemble entraîne toujours des empiétements sur les plans des particuliers.* Il est nécessaire de trouver un équilibre judicieux entre l'intérêt particulier et l'intérêt général, pour que la réalisation d'un aménagement concret soit couronnée de succès. Il est donc nécessaire que cet équilibre trouve son fondement dans nos lois. Ici, encore, un vaste champ de travail s'ouvre à notre Association, engageant sa responsabilité. Ainsi, la commission juridique a tenté de déterminer la zone de friction entre l'intérêt public et l'intérêt privé. Cependant, c'est un vœu général que des bases légales soient données à l'aménagement national dans presque tous les autres domaines, ainsi, par exemple, pour maintenir libres des terrains de culture, pour la construction de bâtiments élevés, pour la sauvegarde de l'agriculture et pour la création de nouvelles agglomérations.

Ces questions, qui préoccupent aujourd'hui, et avant tout, le « planiste », ne donnent qu'un modeste aperçu des problèmes touchant l'aménagement national. L'Association suisse pour le plan d'aménagement national ne prétend pas vouloir apporter une solution à chacun des problèmes complexes que soulève le développement de l'aménagement de notre espace vital. Ses moyens restreints ne lui permettent que de ramener constamment l'attention sur ces questions et sur la nécessité de leur donner une solution. Elle peut aussi proposer — en commun avec les autorités responsables — des so-

lutions pour certains domaines particuliers, lesquelles alors — comme le démontre l'expérience des deux dernières années, peuvent conduire à des résultats satisfaisants dans l'intérêt général.

Il semble parfois au « planiste » que les difficultés opposées à ces projets augmentent chaque jour et chaque année. Mais, d'autre part, *l'intérêt de la population pour les efforts de l'aménagement national, augmente de plus en plus*, de sorte qu'il paraît possible, tout de même, d'atteindre le but essentiel, soit l'utilisation harmonieuse de notre espace vital.

Assemblée des membres en 1955

La 9^e assemblée générale de notre Association a eu lieu le 4 juin 1955 à Fribourg. Après liquidation de l'ordre du jour, la révision des statuts, demandée de différents côtés, a été discutée et décidée. Lors des nominations statutaires, le président, Monsieur le professeur Dr H. Gutersohn, ainsi que le Comité entier, ont été confirmés. Monsieur le conseiller aux Etats S. de Coulon, directeur général d'Ebauches S.A. à Neuchâtel, et Monsieur C.-W. Theiler, directeur de la Ciba S.A. à Bâle, ont été élus membres du Bureau et Messieurs K. Metzger, arch. dipl. de Motor Columbus S.A., Baden, W. Schuepp, ing. dipl., directeur des Betonstrassen S.A., Wildegg, Monsieur le conseiller d'Etat Dr A. Hürlimann (délégué du canton de Zoug), Monsieur le conseiller d'Etat Dr Fr.-X. Leu (délégué du canton de Lucerne) ont été nommés membres du Comité. Messieurs W. Arnold, Liestal, L. Frey, inspecteur, Berne, et W. Knoll, St-Gall, ont été confirmés dans leur fonction de reviseurs des comptes.

Après un apéritif offert par le groupe régional de Fribourg, les participants ont été conduits par autocars dans le pittoresque centre de la ville de Fribourg. Le repas officiel eut lieu dans la grande salle du restaurant de la *Grenette*. Lors de ce déjeuner, un groupe en costume fribourgeois donna une représentation folklorique. L'après-midi, le vice-président, Monsieur G. Béguin, avocat, salua les participants et Monsieur le conseiller d'Etat Dr N. Celio ainsi que Monsieur le professeur K. Leibbrand développèrent d'une manière détaillée et intéressante le problème « *Aménagement national et trafic* ». Pour finir, le président du groupe de la Suisse occidentale, Monsieur L. Desbiolles, ing. cantonal, orienta l'assemblée sur les questions d'aménagement dans la région de Fribourg.

Bureau de l'ASPAN

Le Bureau consacra ses différentes séances essentiellement au problème de l'aménagement des *routes principales*. Il accepta, sur la demande de l'Inspectorat fédéral des constructions, d'établir un projet-étude des tracés des routes princi-

pales et décida de participer à ses frais d'exécution pour un montant de 10 000 francs. Lors d'une séance spéciale, le Bureau s'attacha aux problèmes posés à *l'agriculture* par l'aménagement routier. De plus, il s'occupa également du problème *industrie et aménagement* et de l'étude des zones d'implantation d'industries. Une importante partie du travail du Bureau a porté sur l'examen des travaux de commissions et d'experts, préparés au nom de l'Association suisse du plan d'aménagement national. Enfin, un règlement administratif sur les indemnités pour les membres de l'Association et les experts a été arrêté.

Commission technique

La commission technique a consacré, elle aussi, une grande partie de son travail au problème urgent des *autoroutes*. La surveillance des travaux concernant le plan d'aménagement des autoroutes fut confiée à un groupe d'experts formé tout spécialement de membres de la commission technique, au sein duquel la Suisse française fut bien représentée.

Le *groupe zones de verdure* met la dernière main à une publication et le groupe « *formation de planistes* » discuta, sur une base élargie, lors d'une séance plénière des 16/17 juin 1956 au Weissenstein, la nécessité et les possibilités de la formation des jeunes. Celle-ci devrait comprendre, d'après l'avis de la commission technique, des étudiants de l'Ecole Polytechnique Fédérale, des techniciens et des apprentis. Le groupe « *Lignes de haute tension* » a terminé son travail. Lors d'une discussion, proposée par le groupe régional du nord-ouest, avec les autorités fédérales (Département fédéral des postes et chemins de fer, Inspectorat fédéral de la haute tension, Service fédéral de l'économie électrique) d'intéressantes possibilités de collaboration sont apparues entre les autorités fédérales et l'Association suisse pour l'aménagement national. Au sein de la commission technique s'est également formé le groupe d'études « *nouvelle ville* », lequel travaille en ce moment, encore étroitement, avec cette commission, et reçoit en plus son aide financière pour certaines tâches.

Commission bâtiments élevés et paysage

La commission « *bâtiments élevés et paysage* » groupa le résultat de ses discussions dans *les lignes de conduite pour l'appréciation des projets de bâtiments élevés*. Après approbation du Bureau, ces thèses ont été envoyées à tous les Gouvernements cantonaux ainsi qu'aux communes d'une certaine importance et trouveront un écho remarquable dans la presse et à l'étranger. Quant aux problèmes du *maintien* des zones de verdure et aux thèses en découlant pour maintenir le terrain de culture et la protection de la propriété paysanne, une

sous-commission « maintien de zones de verdure », sous la présidence de Monsieur H. Peter, architecte cantonal, a été nommée. En font partie Messieurs A. Bodmer (Berne), A. Hœchel, professeur (Genève), H. Marti (Zurich), N. Vital, directeur (Zurich), M. Werner (Zurich) et E. Winkler, professeur (Zurich) ainsi que E. Neuenschwander (Département fédéral de l'économie publique, Berne).

Commission juridique

La commission juridique, sous la présidence de Monsieur G. Béguin (Berne), vice-président de l'ASPAN, s'est réunie pour la première fois en mai 1956. Ses membres sont: Messieurs D^r M. Hottlinger (Zurich), D^r O. Kaufmann, prof. (St-Gall), D^r P. Reichlin (Schwyz) et D^r A. Rickenbach (ASPAN Zurich). En approfondissant les problèmes juridiques de l'aménagement, on constata l'urgence non seulement de l'institution d'un règlement type de construction, mais également de l'articulation des intérêts privés et publics. La commission juridique examinera, de plus, des questions se rapportant à la spéculation foncière. Pour déterminer les conditions préalables à l'introduction d'un règlement type de construction, une enquête a été organisée auprès de toutes les communes de Suisse sur l'existence et la nécessité de règlements de constructions. Cette enquête apportera, de plus, des indications sur les aménagements déjà faits.

Commission de rédaction

Le Bureau a institué une commission de rédaction formée de Messieurs D^r H. Guttersohn, professeur (Zurich), H. Peter, architecte cantonal (Zurich), H. Blattner, ingénieur dipl. (Zurich), D^r M. Hottlinger (Zurich) et D^r H. Vogt (Soleure), avec mission de rédiger l'organe officiel « Plan » de l'Association suisse pour le plan d'aménagement national. Lors d'une séance du 18 décembre 1956, la collaboration de notre organisation avec la Ligue suisse pour la protection des eaux et la Fédération internationale des architectes paysagistes, qui se servent de notre « Plan » depuis janvier 1956, a été examinée.

Conférence des secrétaires

Cette organisation s'est réunie le 17 novembre 1955 au restaurant « Weisser Wind » à Zurich. L'échange très fructueux d'idées et d'expériences pratiques a, cette fois également, développé le contact et la coordination des différentes tâches communes.

Secrétariat permanent

La succession de Madame D. Hegar, qui mena notre secrétariat pendant trois ans avec beaucoup d'initiative, a été reprise par M^{lle} H. Sigrist. M^{lle} Sigrist s'est entièrement familiarisée avec tous les travaux du secrétariat à savoir, notamment, et comme par le passé, la préparation et la coordination de l'activité administrative des différents organes de

l'Association, commissions et groupes régionaux d'aménagement. Les relations avec nos membres exigèrent également un important travail.

Liste des membres. La Direction a décidé de publier tous les deux ans la liste des membres. En collaboration avec les groupes d'aménagement régionaux, une édition rectifiée 1956/57 a été publiée au début de l'année 1956. Les statuts en langue française, allemande et italienne y sont joints.

Expertises et conseils professionnels.

Le canton des Grisons a demandé à notre Association d'étudier l'importance économique d'un tunnel routier à travers le San Bernardino. Les importantes expertises (auteurs principaux D^r R. Jenny, Coire, et H. Aregger, Zurich) ont été terminées au début de 1956 et remises au mandant. Les experts arrivèrent à un résultat positif et, entre temps, l'on a appris que la commission fédérale d'aménagement a déclaré que ce tunnel est le seul passage des Alpes pouvant être actuellement construit.

L'Association fit établir également une expertise concernant la route de détournement de Glaris (auteur: A. Bodmer, ingénieur, Berne) et répondit à maintes demandes lui venant de communes et d'autorités. De plus en plus nombreuses sont les demandes des communes concernant l'examen de projets de bâtiments élevés.

Service de presse. Aujourd'hui comme hier, l'une des tâches principales du secrétariat permanent est de répandre l'idée d'un aménagement national. Durant l'exercice l'on a pu constater avec satisfaction que le service de presse en langue allemande est pris de plus en plus en considération. En collaboration avec le groupe Suisse occidentale un service de presse en langue française, sous la direction du professeur B. Liengme, Neuchâtel, put être créé. Ce service a également trouvé grand accueil dans les rédactions. Quant au service de presse en langue italienne, distribué à de nombreuses rédactions du Tessin et expédié également comme propre bulletin de communications à tous les membres du groupe tessinois, il en est à ses débuts.

« Plan. » Afin d'élargir le cercle des lecteurs, la rédaction « Plan » a travaillé étroitement avec la Ligue suisse pour la protection des eaux et la Fédération internationale des architectes paysagistes. A nouveau, le bulletin « Plan » s'est consacré, en première ligne, aux questions techniques.

Contact avec l'étranger. Dans le domaine de l'aménagement, la Suisse est également — mais souvent à tort — prise en exemple par des pays étrangers. Ce sont tout d'abord des représentants des pays du Proche-Orient et des Etats sud-africains qui, pendant la période écoulée, ont rendu visite au secrétariat permanent et aux instituts affiliés en Suisse, afin de s'orienter sur l'aménagement national.

L'échange de brochures est très intense, offrant l'occasion de connaître de nouvelles idées et expériences.

Acquisition de nouveaux membres. L'heureuse propagation de l'idée d'aménagement dans toute la Suisse contribue à augmenter l'effectif de nos membres. De nombreuses communes ont adhéré. Par ailleurs, des membres de différentes régions ont été biffés de nos effectifs pour non-paiement des cotisations. Il faut encore mentionner tout spécialement que grâce aux efforts méritoires de notre vice-président, Monsieur G. Béguin, ainsi que de nos amis du groupe Suisse occidentale, les cantons de Neuchâtel et de Fribourg sont devenus membres de notre Association.

Effectifs de l'Association. Pendant l'exercice écoulé, l'effectif de nos membres a subi les fluctuations suivantes:

	1954	1955	1956
Membres individuels	960	950	932
Membres collectifs			
de droit privé	137	175	176
Collectivités			
de droit public	254	242	264
total	1351	1367	1372

Instituts apparentés

Le chef de l'Institut pour le plan d'aménagement national, Monsieur le professeur D^r E. Winkler, a donné ses cours sur l'« introduction » et « les questions spéciales » relatives au plan d'aménagement national, en les combinant avec des excursions et des visites dans les instituts principaux de l'aménagement (visite au bureau permanent de l'ASPAN, au bureau régional de l'aménagement du canton de Zurich, aux bureaux de constructions et bureaux d'aménagement des quartiers de la ville de Zurich). Durant les travaux relatifs à l'aménagement régional et national du semestre d'hiver 1954/55, en collaboration avec le professeur D^r H. Guttersohn, des propositions pour l'aménagement d'une « nouvelle ville » dans le district d'Oberglatt-Niederglatt (Zurich) ont été élaborées; elles ont donné au professeur D^r H. Hofmann, directeur du département Architecture de l'Ecole Polytechnique Fédérale, des bases pour des exercices d'urbanisme. Pendant le semestre d'été on a étudié ces propositions à fond, ainsi que la « city » de la ville projetée. En outre, le chef de l'institut a collaboré activement aux travaux des commissions « aménagement de zones de verdure » et « Formation de planistes », de la commission technique ainsi qu'au sein du groupe d'études « Nouvelle ville », ces groupes traitant tout spécialement des questions d'aménagement de constructions.

Association suisse pour le plan d'aménagement national

Pour le Bureau:

Le président: sig. Guttersohn.
Le secrétaire général: sig. Rickenbach.

Schweizerische Vereinigung für Landesplanung

Geschäftsbericht

(1. Januar 1955 bis 31. Dezember 1956)

Wiederum liegen zwei arbeitsreiche Jahre hinter uns. Die Aufgabe des Landesplaners ist nicht einfacher geworden. Die äusserst rasche Zunahme des motorisierten Verkehrs zum Beispiel stellt den Planer vor immer grössere Probleme. Wenn es in der Berichtsperiode gelungen ist, die landesplanerischen Postulate bei den Vorarbeiten für das schweizerische Hauptstrassennetz in den Vordergrund zu stellen, so ist dies nicht nur dem zielbewussten Einsatz unserer Mitglieder und der guten Zusammenarbeit mit den Bundesbehörden zuzuschreiben, sondern auch dem Umstande, dass das Verständnis für Synthese und Gesamtschau nicht nur bei den verantwortungsbewussten Politikern, sondern auch im ganzen Volke zunimmt.

Aber auch die immer noch unaufhaltsam fortschreitende Ueberbauung unseres Bodens macht es uns zur Pflicht, die entscheidenden Behörden auf die Notwendigkeit einer grosszügigen Landesplanung und der damit verbundenen Studien und Vorarbeiten aufmerksam zu machen. In unserem freiheitlich organisierten Staate ist dies keine leichte Aufgabe. *Planung für die Gesamtheit bringt immer Eingriffe in die Pläne des Einzelnen mit sich.* Es muss daher ein sinnvoller Ausgleich zwischen dem individuellen und dem Gesamtinteresse gefunden werden, wenn eine konkrete Planung Aussicht auf Realisierung haben will. Dieser Ausgleich muss seinen Niederschlag in unseren Gesetzen finden. Auch hier eröffnet sich unserer Vereinigung ein weites und verantwortungsvolles Tätigkeitsgebiet. So hat denn auch die Rechtskommission VLP das Spannungsfeld zwischen öffentlichem und privatem Interesse zu umreissen versucht. Der allgemeine Ruf nach Rechtsgrundlagen für die Landesplanung ertönte aber auch auf fast allen andern Gebieten, so u. a. in bezug auf die Freihaltung von Flächen zur Erhaltung von Kulturland, für die Erstellung von Hochhäusern, die Erhaltung der Landwirtschaft und bei der Schaffung von Neusiedlungen.

Diese Aufzählung von Fragen, die den Planer heute vor allem beschäftigen, gibt nur einen kleinen Ausschnitt aus dem Problembereich der Landesplanung. Die Schweizerische Vereinigung für Landesplanung macht sich nicht anheischig, für alle diese komplexen Probleme, die sich im Zusammenhang mit der Gestaltung unseres Lebensraumes ergeben, eine Lösung zu kennen. Mit ihren bescheiden Mitteln kann sie nur immer wieder auf diese Fragen und auf die Notwendigkeit ihrer Beantwortung hinweisen. Sie kann aber auch auf einzelnen Gebieten zusammen mit den verantwortlichen Behörden Lösungen erarbeiten, die dann, wie besonders die Erfahrung

der letzten beiden Jahre gezeigt hat, zu befriedigenden Resultaten führen, welche im Interesse der Gesamtheit liegen.

Es scheint dem Planer manchmal, als ob die Schwierigkeiten, die sich seinen Vorhaben entgegensetzen, mit jedem Tag und mit jedem Jahre grösser würden. Man muss sich aber auch bewusst sein, dass andererseits *die Aufgeschlossenheit der Bevölkerung den landesplanerischen Bestrebungen gegenüber zunimmt*, so dass es doch möglich erscheint, das grosse Ziel einer harmonischen Ausnützung unseres Lebensraumes schliesslich zu verwirklichen.

Mitgliederversammlung 1955

Die 9. Mitgliederversammlung unserer Vereinigung fand am 4. Juni 1955 in Fribourg statt. Nach Abwicklung der ordentlichen Geschäfte wurde die von verschiedenen Seiten gewünschte Statutenrevision beraten und beschlossen. In den Wahlen wurde der Präsident, Prof. Dr. H. Gutersohn, sowie der gesamte Vorstand bestätigt, die Herren Ständerat S. de Coulon, Generaldirektor der Ebauches S. A. in Neuenburg, und C. W. Theiler, Direktor der Ciba AG in Basel, in den Ausschuss, und die Herren K. Metzger, dipl. Arch., Motor Columbus AG, Baden, W. Schüepp, dipl. Ing., Direktor der Betonstrassen AG, Wildegg, Regierungsrat Dr. A. Hürlimann (Delegierter des Kantons Zug) und Regierungsrat Dr. Fr. X. Leu (Delegierter des Kantons Luzern) in den Vorstand gewählt. Die Herren W. Arnold, Liestal, Inspektor L. Frey, Bern, und W. Knoll, St. Gallen, wurden als Revisoren bestätigt.

Nach einem von der Regionalplanungsgruppe Fribourg gespendeten Apéritif wurden die Teilnehmer per Autocar durch den malerischen Stadtkern von Fribourg geführt. Anschliessend fand ein gemeinsames Mittagessen im Festsaal des Restaurants «Grenette» statt, anlässlich welchem eine fribourgische Trachtengruppe die Teilnehmer mit folkloristischen Darbietungen erfreute. Am Nachmittag begrüsst der Vizepräsident der VLP, Herr Rechtsanwalt G. Béguin, die Anwesenden, worauf die Herren Staatsrat Dr. N. Celio und Prof. K. Leibbrand in sehr aufschlussreicher Weise über den Problembereich «Landesplanung und Verkehr» referierten. Abschliessend orientierte der Präsident der RPG-SO, Kantonsingenieur L. Desbiolles, über die Planungsfragen in der Fribourger Region.

Arbeitsausschuss VLP

Der Arbeitsausschuss widmete sich in verschiedenen Sitzungen vor allem dem Problem der *Hauptstrassenplanung*. Für die landesplanerische Begutachtung der Hauptstrassenzüge nahm er einen entsprechenden Auftrag des Eidg. Oberbauinspektorates entgegen und bewilligte für dessen Ausführung einen Kostenbeitrag von Fr. 10 000.—. In einer eigens

hierfür angesetzten Sitzung versuchte der Ausschuss, insbesondere die Probleme zu klären, die sich der *Landwirtschaft* im Zusammenhang mit der Strassenplanung stellen. Ferner befasste er sich eingehend mit dem Verhältnis von *Industrie und Landesplanung* sowie mit der Industriestandortsberatung. Einen beachtlichen Teil seiner Arbeit widmete der Ausschuss ferner der Ueberprüfung von Kommissionsarbeiten sowie von Gutachten, welche von beauftragten Experten im Namen der Landesplanung erstattet wurden. In administrativer Hinsicht arbeitete er ein Reglement für die Entschädigung der Organe der Vereinigung und Experten aus.

Technische Kommission

Auch die Technische Kommission widmete einen grossen Teil ihrer Arbeit dem aktuellen und dringenden Problem der *Nationalstrassen*. Die Ueberwachung der Arbeiten für eine landesplanerische Untersuchung der Nationalstrassen wurde insbesondere von einer aus Mitgliedern der Technischen Kommission zusammengesetzten Expertengruppe vorgenommen, in welcher auch die französische Schweiz gut vertreten war.

Die Fachgruppe *Grünzonen* arbeitet an der Vollendung einer Schrift, während die Gruppe Planerausbildung in einer Gesamtsitzung vom 16./17. Juni 1956 auf dem Weissenstein auf breiterer Basis die Notwendigkeit und Möglichkeiten der *Nachwuchsschulung* abklärte. Die Ausbildung soll nach Ansicht der Technischen Kommission Hochschulabsolventen, Techniker und Lehrlinge erfassen. Die Fachgruppe *Fernübertragungsleitungen* hat ihre Arbeit abgeschlossen. In einer von der Regionalplanungsgruppe Nordwestschweiz angeregten Aussprache mit den zuständigen eidgenössischen Behörden (Eidg. Post und Eisenbahndepartement, Eidg. Starkstrominspektorat und Amt für Elektrizitätswirtschaft) wurden sehr interessante Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen Bundesbehörden und Landesplanung aufgezeigt. Aus der Technischen Kommission bildete sich auch die Studiengruppe für eine «*Neue Stadt*», welche heute noch mit der Technischen Kommission eng zusammenarbeitet und für bestimmte Aufgaben von dieser auch finanzielle Zuwendungen erhält.

Kommission Hochbau und Landschaft

Die Kommission Hochbau und Landschaft fasste das Ergebnis ihrer Beratungen in den *Richtlinien für die Begutachtung von Hochhausprojekten* zusammen. Diese Richtlinien wurden vom Arbeitsausschuss genehmigt und sodann an sämtliche Kantonsregierungen und grösseren Gemeinden versandt. Sie fanden aber auch in der Presse und im Ausland grosse Beachtung. Zur Klärung des Problems über die *Freihaltung* von Flächen und zur Ausarbeitung von entsprechenden Thesen, die zur Erhaltung des Kulturlandes und zum Schutze des bäuer-

lichen Grundeigentums beitragen sollen, wurde unter dem Vorsitz von Kantonsbaumeister H. Peter eine Subkommission «Dauerfreiflächen» eingesetzt. Dieser gehören die Herren A. Bodmer (Bern), Prof. A. Hoehel (Genf), H. Marti (Zürich), Dir. N. Vital (Zürich), M. Werner (Zürich) und Prof. E. Winkler (Zürich) sowie E. Neuenschwander (Abteilung Landwirtschaft des EVD, Bern) an.

Rechtskommission

Die Rechtskommission unter dem Vorsitz von Vizepräsident Georges Béguin (Bern) trat im Mai 1956 zum ersten Male zusammen. Mitglieder sind die Herren: Dr. M. Hottinger (Zürich), Prof. Dr. O. Kaufmann (St. Gallen), Dr. P. Reichlin (Schwyz) und Dr. A. Rickenbach (VLP-Zürich). Bei der Inventarisierung der landesplanerischen Rechtsprobleme wurde insbesondere die Schaffung einer Musterbauordnung, dann aber auch eine Klärung des Verhältnisses zwischen privatem und öffentlichem Interesse als vordringlich erachtet. Die Rechtskommission wird sich überdies mit Fragen der Bodenspekulation befassen. Zur Klärung der Voraussetzungen einer Musterbauordnung wurde in sämtlichen Gemeinden der Schweiz eine Umfrage über das Bestehen und das Bedürfnis von Bauordnungen veranstaltet. Diese Umfrage soll überdies Klarheit über die bereits durchgeführten Planungen bringen.

Redaktionskommission

Der Ausschuss setzte eine Redaktionskommission ein, bestehend aus den Herren Prof. Dr. H. Gutersonn (Zürich), Kantonsbaumeister H. Peter (Zürich), Dipl.-Ing. H. Blattner (Zürich), Dr. M. Hottinger (Zürich) und Dr. H. Vogt (Solothurn), mit dem Auftrag, das offizielle Organ der Schweizerischen Vereinigung für Landesplanung, den «Plan», zu betreuen. In einer Sitzung vom 18. Dezember 1956 wurde insbesondere die Zusammenarbeit unserer Organisation mit der Vereinigung für Gewässerschutz und mit dem Internationalen Bund der Landschaftsarchitekten, welche sich unseres «Plans» seit Januar 1956 bedienen, besprochen.

Geschäftsleiterkonferenz

Die Geschäftsleiterkonferenz trat am 17. November 1955 im Restaurant «Weiser Wind» zusammen. Der stets fruchtbare Austausch von Erfahrungen unter den verschiedenen Regionalgruppen führte auch diesmal zu einer Intensivierung der Kontakte und zur Koordination der verschiedenen, gemeinsamen Aufgaben.

Geschäftsstelle

Als Nachfolgerin von Frau D. Hegar, welche unser Sekretariat während dreier Jahre mit viel Initiative geführt hat, ist am 1. Mai 1956 Fräulein Heidi Sigrist eingetreten. Fräulein Sigrist hat sich in das verantwortungsvolle Tätig-

keitsfeld auf unserem Sekretariat bereits voll und ganz eingearbeitet. Die Sekretariatsarbeiten umfassten, wie bis anhin, hauptsächlich administrative Vorbereitungen und die Koordination der Tätigkeit der verschiedenen Gesellschaftsorgane, Kommissionen und Regionalplanungsgruppen. Die Mitgliederdienste nahmen auch in dieser Berichtsperiode einen erheblichen Umfang an.

Mitgliederverzeichnis. Die Geschäftsleitung hat sich entschlossen, das Mitgliederverzeichnis alle zwei Jahre zu publizieren. In Zusammenarbeit mit den Regionalplanungsgruppen wurde im Frühjahr 1956 eine bereinigte Ausgabe 1956/57 herausgegeben, welcher die Statuten in deutscher, französischer und italienischer Sprache beigelegt sind.

Gutachten und fachliche Beratung. Der Kanton Graubünden beauftragte unsere Vereinigung mit der Abklärung der volkswirtschaftlichen Bedeutung eines *Autotunnels durch den San Bernardino*. Die notwendigen, umfangreichen Expertisen (Hauptbearbeiter: Dr. R. Jenny, Chur, Hans Aregger, Zürich) wurden bereits anfangs 1956 abgeschlossen und dem Auftraggeber abgeliefert. Die Gutachter kamen zu einem positiven Ergebnis, und es ist inzwischen bekannt geworden, dass der in Frage stehende Autotunnel von der Eidg. Planungskommission als einziger Alpendurchgang für baureif erklärt worden ist.

Die Vereinigung erstattete ferner ein Gutachten für die *Umfahrungsstrasse Glarus* (Bearbeiter: Ing. A. Bodmer, Bern) und beantwortete viele kleinere Anfragen von Gemeinden und Behörden. Immer zahlreicher werden die Gesuche von Gemeinden um Begutachtung von Hochhausprojekten.

Pressedienste. Nach wie vor ist es eine der Hauptaufgaben der Geschäftsstelle, für die Verbreitung des Landesplanungsgedankens zu sorgen. In der Berichtsperiode konnte mit Befriedigung festgestellt werden, dass der *deutsche Pressedienst* immer mehr Beachtung findet. In Zusammenarbeit mit der Gruppe Suisse occidentale konnte anfangs 1956 unter der Leitung von Prof. B. Liengme, Neuenburg, auch ein *französischer Pressedienst* ins Leben gerufen werden. Auch dieser hat bei den Redaktionen grossen Beifall gefunden. In den Anfangsstadien befindet sich der *italienische Pressedienst*, welcher im Tessin an zahlreiche Redaktionen, aber auch als eigentliches Mitteilungsbulletin an sämtliche Mitglieder der Gruppe Tessin verschickt wird.

«Plan.» Zur Erweiterung des Leserkreises arbeitete die Redaktion «Plan» sehr eng mit der Schweizerischen Vereinigung für Gewässerschutz und dem Internationalen Bund der Landschaftsarchitekten zusammen. Die Zeitschrift «Plan» widmete sich wiederum vor allem der Erörterung von Fachfragen.

Kontakt mit dem Ausland. Es waren vor allem Vertreter der nahöstlichen und

südafrikanischen Staaten, welche in der Berichtsperiode unsere Geschäftsstelle und die verwandten Institute zum Zwecke einer Orientierung über die Landesplanung in der Schweiz besuchten.

Mitgliederbewegung. Die erfreuliche Verbreitung der Landesplanungsidee in der ganzen Schweiz trägt zum Anwachsen des Mitgliederbestandes bei. So sind vor allem zahlreiche Gemeinden unserer Vereinigung beigetreten. Andererseits mussten in verschiedenen Regionen einige Mitglieder, welche keinen Beitrag mehr bezahlt haben, von der Mitgliederliste gestrichen werden. Besonders erfreulich ist aber die Tatsache, dass durch die verdienstvollen Bemühungen unseres Vizepräsidenten, G. Béguin, sowie unserer Freunde in der Gruppe Suisse occidentale auch die Kantone Neuenburg und Fribourg unserer Vereinigung beigetreten sind.

Mitgliederbestand. Der Mitgliederbestand weist in der Berichtsperiode folgende Veränderungen auf:

	1954	1955	1956
Einzelmitglieder	960	950	932
Privatrechtliche Kollektivmitglieder	137	175	176
Oeffentlich-rechtliche Kollektivmitglieder	254	242	264
Total	1351	1367	1372

Verwandte Institute

Auch im vergangenen Berichtsjahr hielt der Leiter des Instituts der ETH für Landesplanung, Prof. Dr. E. Winkler, seine Vorlesungen «Einführung in die Landesplanung» und «Spezialfragen der Landesplanung» verbunden mit Exkursionen und Führungen in den wichtigsten Aemtern der Planung (insbesondere Geschäftsstelle der VLP, Büro für Regionalplanung des Kantons Zürich, Behauungs- und Quartierplanbüro der Stadt Zürich). In den gemeinsam mit Herrn Prof. Dr. H. Gutersonn durchgeführten Uebungen zur Regional- und Landesplanung wurden im Wintersemester 1954/55 Vorschläge für die Planung einer «Neuen Stadt» im Raume Oberglatt-Niederglatt (Zürich) ausgearbeitet, die als Grundlage von städtebaulichen Uebungen der Abteilung für Architektur der ETH unter Leitung von Herrn Prof. Dr. H. Hofmann dienen. Das Sommersemester war der Vertiefung dieser Vorschläge gewidmet, indem die City der geplanten Stadt bearbeitet wurde. Ausserdem wirkte der Institutsleiter in den Arbeitsgruppen «Grünzonenplanung» und «Planerausbildung» der Technischen Kommission sowie in der Studiengruppe «Neue Stadt» mit, die vor allem Bauplanungsfragen behandelte.

Schweiz. Vereinigung für Landesplanung

Für den Arbeitsausschuss:

Der Präsident: sig. Gutersonn.

Der Geschäftsleiter: sig. Rickenbach.